

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

26 JUILLET 1962. — Loi relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, aux clauses et conditions des plans et cahiers des charges à déterminer par Lui, concéder, en tout ou en partie, la construction, l'équipement, l'entretien et l'exploitation d'une ou de plusieurs autoroutes, ainsi que l'établissement et l'exploitation des services au profit des usagers. La durée de la concession ne peut dépasser cinquante ans.

§ 2. Le concessionnaire peut concéder l'établissement et l'exploitation des services au profit des usagers, moyennant l'approbation des plans et cahiers des charges par le Ministre qui a les autoroutes dans ses attributions.

Art. 2. Les concessions ne peuvent être octroyées qu'à des personnes de droit public. Celles-ci peuvent être constituées en associations, régies conformément à la loi du 1^{er} mars 1922 relative à l'association de communes dans un but d'utilité publique, nonobstant l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de cette loi.

L'Etat et le Fonds des Routes sont habilités à participer à des associations de droit public constituées aux fins prévues à l'article 1^{er}, § 1^{er}; la libération des parts sociales souscrites par eux peut avoir lieu soit en numéraire, soit en services, soit en biens meubles ou immeubles.

Art. 3. Le Roi détermine le taux et le mode de rémunération du concessionnaire dans l'arrêté visé à l'article 1^{er}. Cette rémunération est supportée par l'Etat, qui inscrit chaque année à son budget les crédits nécessaires.

Art. 4. § 1^{er}. L'Etat et le Fonds des routes sont autorisés à poursuivre l'acquisition et l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles nécessaires à la construction des autoroutes.

Ils sont également autorisés à acquérir et à exproprier, en vue de leur revente ou de leur affectation à l'utilité publique, les immeubles non bâtis, situés le long des dispositifs d'accès et des dépendances visées à l'article 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes, dans une zone ne pouvant dépasser une profondeur de 100 mètres à partir de la limite du domaine de l'autoroute.

La requête en expropriation des immeubles visés à l'alinéa 2, ne peut être introduite plus de trois ans après la mise en vigueur par le Roi des règlements prévus par l'article 10 de la loi du 12 juillet 1956.

§ 2. Le concessionnaire peut être autorisé, dans l'arrêté prévu à l'article 1^{er}, § 1^{er}, à poursuivre au nom de l'Etat mais à ses frais l'acquisition et l'expropriation des immeubles visés au § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, du présent article.

§ 3. Le Roi arrête le plan des parcelles à exproprier.

Les plans relatifs aux expropriations visées au § 1^{er}, alinéa 2, doivent être arrêtés à la même époque que les plans relatifs aux expropriations en vue de l'exécution de travaux.

(1) Session 1961-1962.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 277. — Rapport, n° 308.

Annales parlementaires. — Séance du 12 juillet 1962.

Chambre des Représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 404/1. — Rapport, n° 404/2.

Annales parlementaires. — Séance du 19 juillet 1962.

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

26 JULI 1962. — Wet betreffende de onteigeningen ten algememen nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. § 1. Bij een in Ministerraad overlegd besluit kan de Koning, onder de bepalingen en voorwaarden van de door hem vast te stellen tekeningen en bestekken, concessie verlenen tot het geheel of gedeeltelijk aanleggen, uitrusten, onderhouden of exploiteren van een of meer autosnelwegen, alsmede tot het oprichten en exploiteren van diensten ten behoeve van de gebruikers. De duur van de concessie bedraagt ten hoogste vijftig jaar.

§ 2. De concessiehouder mag de oprichting en de exploitatie van de diensten ten behoeve van de gebruikers concessioneren op voorwaarde van goedkeuring van de tekeningen en bestekken door de Minister onder wie de autosnelwegen ressorteren.

Art. 2. De concessies mogen alleen aan publiekrechtelijke personen worden verleend. Deze mogen worden opgericht als verenigingen beheerst door de bepalingen van de wet van 1 maart 1922 omtrent de vereniging van gemeenten tot nut van 't algemeen, in weerwil van artikel 1, eerste lid, van die wet.

De Staat en het Wegenfonds mogen deel uitmaken van publiekrechtelijke verenigingen die worden opgericht met de in artikel 1, § 1 bepaalde oogmerken; de aandelen waarop zij inschrijven worden volgestort hetzij in specie, hetzij in de vorm van diensten, hetzij in de vorm van roerende of onroerende goederen.

Art. 3. De Koning bepaalt het bedrag en de wijze van beloning in het besluit bedoeld in artikel 1. Deze beloning wordt gedragen door de Staat, die ieder jaar de nodige kredieten op zijn begroting uittrekt.

Art. 4. § 1. De Staat en het Wegenfonds zijn gemachtigd onroerende goederen die nodig zijn voor het aanleggen van autosnelwegen, aan te kopen of te onteigenen ten algemene nutte.

Zij zijn eveneens gemachtigd de aankoop en de onteigening te vorderen om ze weder te verkopen of voor het algemeen nut te bestemmen van de ongebouwde eigendommen, gelegen binnen een strook met een diepte van ten hoogste 100 meter vanaf de grens van het domein van de autosnelweg, langs de aansluitingscomplexen en de aanhorigheden bedoeld in artikel 1, lid 3, van de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen.

Het verzoek tot onteigening van de eigendommen bedoeld in het tweede lid mag niet ingediend worden meer dan drie jaar na het in werking stellen door de Koning van de bij artikel 10 van de wet van 12 juli 1956 voorziene reglementen.

§ 2. Het in artikel 1, § 1, bedoelde besluit kan de concessiehouder machtigen, de in § 1, eerste en tweede lid, van dit artikel bedoelde onroerende goederen namens de Staat maar op eigen kosten aan te kopen of te onteigenen.

§ 3. De Koning stelt het plan van de te onteigenen percelen vast.

De plannen die betrekking hebben op de bij § 1, lid 2, bedoelde onteigeningen moeten worden vastgesteld op hetzelfde tijdstip als de plannen die betrekking hebben op de onteigeningen met het oog op de werken.

(1) Zittijd 1961-1962.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 277. — Verslag, nr. 308.

Parlementaire Handelingen. — Zittijd van 12 juli 1962.

Kamer van Volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 404/1. — Verslag, nr. 404/2.

Parlementaire Handelingen. — Zittijd van 19 juli 1962.

§ 4. Pour le calcul de l'indemnité, la valeur des biens à exproprier doit être prise en considération au moment de l'expiration du délai d'un mois prévu par l'article 8 de la loi du 12 juillet 1956; le moment de la prise en considération ne pourra cependant précéder de plus de cinq années le jour de la requête en expropriation.

Art. 5. L'arrêté-loi du 3 février 1947 relatif à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est abrogé et remplacé par le texte ci-après :

« Loi relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

» Article 1^{er}. Lorsqu'il est constaté par le Roi que la prise de possession immédiate d'un ou plusieurs immeubles est indispensable pour cause d'utilité publique, l'expropriation de ces immeubles est poursuivie conformément aux règles ci-après.

» Art. 2. Les expropriations décrétées successivement en vue d'un même objet sont, pour l'appréciation de la valeur des biens expropriés, considérées comme formant un tout.

» Art. 3. A défaut d'accord entre parties, l'expropriant dépose au greffe de la justice de paix de la situation des biens, outre l'arrêté royal autorisant l'expropriation et le plan des parcelles à exproprier, une requête tendant à voir fixer par le juge, les jour et heure auxquels l'expropriant, les propriétaires et usufruitiers des dites parcelles sont cités à comparaître, devant le juge, sur les lieux à exproprier.

» L'arrêté royal et le plan restent déposés au greffe où les intéressés peuvent en prendre gratuitement connaissance jusqu'au règlement de l'indemnité provisoire.

» Art. 4. Dans la huitaine du dépôt de la requête, le juge fixe par voie d'ordonnance les jour et heure de cette comparution; celle-ci a lieu au plus tard le 21^e jour qui suit le dépôt.

» Par la même ordonnance, le juge commet un expert chargé de dresser l'état descriptif des immeubles et d'évaluer ceux-ci.

» Art. 5. Huit jours au moins avant celui fixé pour la comparution, l'expropriant cite les propriétaires et usufruitiers, à être présents sur les lieux aux jour et heure fixés par le juge et à assister à l'établissement de l'état descriptif des lieux.

» La citation porte en tête, copie de :

- » 1^o l'arrêté royal décrétant l'expropriation;
- » 2^o la requête déposée par l'expropriant;
- » 3^o l'ordonnance du juge.

» Elle mentionne en outre l'offre faite par l'expropriant au cité pour l'acquisition de l'immeuble.

» L'expert, commis par le juge, est convoqué par celui-ci à être présent lors de la comparution des parties.

» Art. 6. Dès la réception de la citation, le cité est tenu d'informer les tiers intéressés à titre de bail, d'antichrèse, d'usage ou d'habitation, de l'expropriation poursuivie, ainsi que des jour, heure et lieu de la comparution devant le juge et de l'établissement de l'état descriptif des lieux.

» Art. 7. Le jour fixé pour la comparution, le juge reçoit parties intervenantes, sans autre procédure et sans qu'il puisse en résulter du retard, les tiers intéressés qui le demandent.

» Après avoir entendu les observations des parties présentes, il vérifie si l'action a été régulièrement intentée, les formes prescrites par la loi ont été observées, et le plan des emprises est applicable à la propriété dont l'expropriation est poursuivie. Les défendeurs présents sont tenus, à peine de déchéance, de proposer en une fois toutes les exceptions qu'ils croiraient pouvoir opposer, le juge de paix statue sur le tout par un seul jugement rendu au plus tard quarante-huit heures après la comparution.

§ 4. Voor de berekening van de vergoeding wordt als waarde van de te onteigenen goederen in aanmerking genomen, die welke geldt bij het verstrijken van de termijn van een maand, bepaald in artikel 8 van de wet van 12 juli 1956; het tijdstip van de inaanmerking-neming mag echter niet meer dan vijf jaar aan de dag van het verzoek om onteigening voorafgaan.

Art. 5. De besluitwet van 3 februari 1947 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemenen nutte wordt ingetrokken en vervangen als volgt :

« Wet betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemenen nutte.

» Artikel 1. Wanneer de Koning vaststelt dat de onmiddellijke inbezitneming van een of meer onroerende goederen ten algemenen nutte onontbeerlijk is, geschiedt de onteigening van die onroerende goederen overeenkomstig de navolgende regels.

» Art. 2. De achtereenvolgens uitgevaardigde onteigeningen voor een zelfde doel worden als één geheel beschouwd bij de schatting van de waarde van de onteigende goederen.

» Art. 3. Bij gebreke van overeenstemming tussen de partijen dient de onteigenaar ter griffie van het vrederecht van de ligging der goederen, behalve het koninklijk besluit dat machtiging verleent tot de onteigening en het plan van de te onteigenen percelen, een verzoekschrift in om de vrederechter dag en uur te zien bepalen waarop de onteigenaar, de eigenaars en vruchtgebruikers van de betrokken percelen gedagvaard worden om op de plaats van de te onteigenen percelen voor de rechter te verschijnen.

» Het koninklijk besluit en het plan blijven berusten ter griffie, waar de belanghebbenden kosteloos kennis ervan kunnen nemen totdat de voorlopige vergoeding geregeld is.

» Art. 4. Binnen acht dagen na de indiening van het verzoekschrift, bepaalt de rechter bij beschikking dag en uur van die verschijning; deze heeft uiterlijk de 21e dag na de indiening plaats.

» Bij dezelfde beschikking stelt de rechter een deskundige aan, belast met het opmaken van de plaatsbeschrijving en de schatting van de onroerende goederen.

» Art. 5. Ten minste acht dagen vóór de dag van de verschijning, dagvaardt de onteigenaar de eigenaars en de vruchtgebruikers om ter plaatse aanwezig te zijn op dag en uur door de rechter bepaald en om het opmaken van de plaatsbeschrijving bij te wonen.

» De dagvaarding geeft bovenaan een afschrift van :

- » 1^o het koninklijk besluit dat de onteigening uitvaardigt;
- » 2^o het verzoekschrift dat de onteigenaar heeft ingediend;
- » 3^o de beschikking van de rechter.

» Zij vermeldt bovendien het aanbod dat de onteigenaar aan de gedagvaarde heeft gedaan voor de verkrijging van het onroerend goed.

» De deskundige, door de rechter aangesteld, wordt door deze opgeroepen om aanwezig te zijn bij de verschijning van de partijen.

» Art. 6. Zodra hij de dagvaarding heeft ontvangen, is de gedaagde gehouden, de derden, die bij de onteigening belang hebben op grond van huur, gebruikspand, gebruik of bewoning, op de hoogte te brengen van de voorgenomen onteigening, alsmede van dag, uur en plaats van de verschijning vóór de rechter en het opmaken van de plaatsbeschrijving.

» Art. 7. Op de dag die voor de verschijning is bepaald, aanvaardt de vrederechter als tussenkomende partijen, zonder verdere procedure en zonder dat daaruit vertraging mag voortvloeien, de belanghebbende derden die erom verzoeken.

» Na de opmerkingen van de aanwezige partijen te hebben gehoord, oordeelt de rechter of de vordering regelmatig is ingesteld, de door de wet voorgeschreven formaliteiten vervuld zijn en het plan van de grondinnemingen van toepassing is op het goed waarvan de onteigening wordt gevorderd. De aanwezige verweerders zijn, op straffe van verval, gehouden alle excepties die zij menen te kunnen opwerpen, ineens voor te brengen. De vrederechter beschikt, ten laatste achtenveertig uren na de verschijning, bij één enkel vonnis over het geheel.

» L'appel du jugement par lequel le juge déboute l'expropriant de son action et décide qu'il n'y a pas lieu, dès lors, de procéder ultérieurement, est interjeté dans les quinze jours du prononcé. Le délai d'ajournement est toujours de huitaine; l'acte d'appel contient à peine de nullité les griefs articulés contre le jugement. Aucun autre grief ne peut être retenu. Il est statué sur l'appel à l'audience d'introduction ou au plus tard à huitaine.

» Art. 8. Lorsque le juge fait droit à la requête de l'expropriant, il fixe dans le même jugement par voie d'évaluation sommaire, le montant des indemnités provisionnelles que l'expropriant versera, à titre global, à chacune des parties défenderesses et reçues intervenantes. Le montant de ces indemnités ne peut être inférieur à nonante pour cent de la somme offerte par l'expropriant.

» Ce jugement n'est susceptible d'aucun recours. Il est transcrit sur le registre du conservateur des hypothèques compétent et produit, à l'égard des tiers, les mêmes effets que la transcription d'un acte de cession.

» Le greffe du tribunal adresse à l'expropriant, dans les cinq jours l'expédition du jugement; en outre, il transmet, dans le même délai, quatre copies certifiées conformes dudit jugement au siège social de l'organisme expropriant et s'il s'agit de l'Etat, au siège de l'administration centrale dépendant du Ministre pour compte de qui l'expropriation est poursuivie, même en cas d'élection de domicile en tout autre lieu.

» Art. 9. En vertu du jugement et sans qu'il soit besoin de le faire signifier au préalable, l'expropriant dépose à la Caisse des dépôts et consignations la somme fixée par le juge.

» L'ordonnance du paiement émise en vue du dépôt est exempte du visa préalable de la Cour des Comptes; elle est soumise aux règles établies par l'article 23 de la loi du 15 mai 1846.

» La Caisse transmet, dans les cinq jours du dépôt, une copie certifiée conforme du certificat de dépôt de l'indemnité provisionnelle au siège social de l'organisme expropriant et, s'il s'agit de l'Etat, au siège de l'administration centrale dépendant du Ministre pour compte de qui l'expropriation est poursuivie, même en cas d'élection de domicile en tout autre lieu.

» Sur le vu du jugement et du certificat délivré après la date de la transcription de ce jugement, constatant que l'immeuble exproprié est libre d'hypothèque, le préposé à la Caisse des dépôts et consignations sera tenu de remettre aux ayants droit le montant de l'indemnité consignée, s'il n'existe aucune saisie-arrest ou opposition sur les deniers consignés.

» A défaut de produire ce certificat ou de rapporter mainlevée des saisies-arrests ou oppositions ou encore lorsque le jugement fixant l'indemnité n'aura pas réglé les droits respectifs du propriétaire, de l'usufruitier ou des tiers intéressés reçus intervenants, le paiement ne pourra avoir lieu que sur ordonnance de justice.

» Art. 10. Aussitôt après la comparution sur les lieux, l'expert commis par le juge établit l'état descriptif des lieux.

» L'expropriant, les propriétaires et usufruitiers, ainsi que les tiers intéressés reçus intervenants peuvent assister à ces opérations et faire consigner dans cet état toutes observations utiles. Mention de leur présence y est également faite.

» Les tiers intéressés à titre de bail, d'antichrèse, d'usage ou d'habitation, qui ne sont pas intervenus devant le juge, sont recevables à intervenir lors de l'établissement de l'état descriptif, mais sans qu'il en résulte aucun retard pour les opérations.

» L'état descriptif des lieux est déposé au greffe dans les quinze jours qui suivent la comparution sur les lieux.

» Le jour même du dépôt, l'expert envoie à l'expropriant, par lettre recommandée, le nombre de copies certifiées conformes de l'état descriptif, indiqué par le juge. Une copie supplémentaire est transmise obligatoirement au siège social de l'organisme expropriant et s'il s'agit de l'Etat, au siège de l'administration centrale dépendant du Ministre pour le compte de qui l'expropriation est poursuivie, même en cas d'élection de domicile en tout autre lieu.

» Hoger beroep tegen het vonnis waarbij de rechter de vordering van de onteigenaar afwijst en beslist dat er derhalve geen aanleiding bestaat om de procedure voort te zetten, wordt ingesteld binnen vijftien dagen na de uitspraak. De termijn van verdaging bedraagt altijd acht dagen; de akte van hoger beroep bevat, op straffe van nietigheid, de bezwaren die tegen het vonnis worden ingebracht. Geen enkel ander bezwaar kan in aanmerking worden genomen. Op het hoger beroep wordt beschikt op de inleidende terechtzitting of uiterlijk acht dagen later.

» Art. 8. Willigt de rechter het verzoek in, dan bepaalt hij, in hetzelfde vonnis, bij wijze van ruwe schatting, het bedrag van de provisionele vergoedingen die de onteigenaar globaal zal storten aan ieder van de verweerders en van de als tussenkomend erkende partijen. Het bedrag van die provisionele vergoedingen mag niet lager zijn dan negentig procent van wat de onteigenaar heeft aangeboden.

» Dit vonnis is niet vatbaar voor beroep. Het wordt overgeschreven in het register van de bevoegde hypotheekbewaarder en heeft ten aanzien van derden dezelfde gevolgen als de overschrijving van een akte van overdracht.

» De griffie van de rechtbank zendt de uitgifte van de uitspraak aan de onteigenaar binnen vijf dagen na de uitspraak, bovendien zendt zij binnen dezelfde termijn vier voor eensluitend verklaarde afschriften van die uitspraak aan de maatschappelijke zetel van het onteigend orgaan, zo dit de Staat is, aan de zetel van het hoofdbestuur dat afhangt van de Minister voor wiens rekening de onteigening wordt gevorderd, zelfs in geval van domiciliekeuze op enige andere plaats.

» Art. 9. Het door de rechter vastgestelde bedrag wordt, krachtens het vonnis en zonder dat het vooraf moet worden betekend, door de onteigenaar in de Deposito- en Consignatiekas gestort.

» De ordonnantie van betaling uitgegeven met het oog op de storting, is vrijgesteld van het voorafgaand visum van het Rekenhof; zij is onderworpen aan de regels bepaald in artikel 23 van de wet van 15 mei 1846.

» Binnen vijf dagen na de storting zendt de Kas een voor eensluitend verklaard afschrift van het bewijs van de provisionele storting aan de maatschappelijke zetel van het onteigend orgaan, en zo dit de Staat is, aan de zetel van het hoofdbestuur dat afhangt van de Minister voor wiens rekening de onteigening wordt gevorderd, zelfs in geval van domiciliekeuze op enige andere plaats.

» Op zicht van het vonnis en van het getuigschrift uitgereikt na de datum van overschrijving van het vonnis ten blijke dat het onteigende goed vrij is van hypotheek, is de beambte van de Deposito- en Consignatiekas gehouden het bedrag van de gestorte vergoeding aan de rechtgebende derden die als tussenkomende partij zijn aanvaard tegen de gestorte geldsommen bestaat.

» Wordt dat getuigschrift niet voorgelegd of wordt niet bewezen dat het beslag of het verzet is opgeheven of heeft het vonnis, dat de vergoeding bepaalt, de respectieve rechten van de eigenaar, de vruchtgebruiker of de belanghebbende derden, die als tussenkomende partij zijn aanvaard, niet geregeld, dan kan de betaling slechts plaatshebben krachtens een rechterlijke beschikking.

» Art. 10. Dadelijk na de verschijning ter plaatse, maakt de door de rechter aangestelde deskundige de plaatsbeschrijving op.

» De onteigenaar, de eigenaars en vruchtgebruikers alsmede de belanghebbende derden, die als tussenkomende partij zijn erkend, kunnen die verrichtingen bijwonen en in de plaatsbeschrijving alle nuttige opmerkingen doen aantekenen. Van hun aanwezigheid wordt eveneens melding gemaakt.

» De derden die bij de onteigening belag hebben op grond van huur, gebruikspand, gebruik of bewoning, en die niet vóór de rechter zijn tussengekomen, kunnen erkend worden als tussenkomende partij bij het opmaken van de plaatsbeschrijving, doch zonder dat zulks een vertraging in de verrichting ten gevolge mag hebben.

» De plaatsbeschrijving wordt ter griffie neergelegd binnen vijftien dagen na de verschijning ter plaatse.

» Op de dag zelf van de indiening zendt de deskundige het door de rechter opgegeven aantal voor eensluitend verklaarde afschriften van de plaatsbeschrijving bij aangetekende brief aan de onteigenaar. Een bijkomend afschrift moet worden gezonden aan de maatschappelijke zetel van het onteigend orgaan, en zo dit de Staat is, aan de zetel van het hoofdbestuur dat afhangt van de Minister voor wiens rekening de onteigening wordt gevorderd, zelfs in geval van domiciliekeuze op enige andere plaats.

» Art. 11. L'expropriant prend possession du bien exproprié après avoir signifié à toutes les parties défenderesses ou reçues intervenantes, une copie certifiée conforme :

- » 1° du jugement fixant le montant de l'indemnité provisionnelle;
- » 2° du certificat de dépôt de l'indemnité provisionnelle à la Caisse des dépôts et consignations;
- » 3° de l'état descriptif des lieux.

» Aussitôt cette signification faite, il peut demander au juge une ordonnance d'envoi en possession des immeubles expropriés; celle-ci est apposée par le juge, sur-le-champ, au bas de l'original de l'exploit de signification visée à l'alinéa 1^{er}.

» Art. 12. L'expert commis par le juge, en vertu de l'article 4, dépose au greffe un rapport contenant l'évaluation raisonnée des indemnités qu'il propose ainsi que tous renseignements utiles à la détermination de celle-ci.

» Ce dépôt a lieu dans le délai de trente jours suivant la comparution des parties devant le juge. Ce délai peut être prorogé de trente jours par le juge, s'il l'estime nécessaire. L'expert dépose, en même temps que son rapport, autant de copies certifiées conformes qu'il y a de parties en cause.

» Art. 13. Le juge fixe jour et heure pour la comparution des parties et de l'expert à son audience.

» Huit jours au moins avant celui fixé pour cette comparution, le greffier convoque les parties et l'expert. Aux convocations adressées aux parties, est jointe une copie du rapport de l'expert.

» Art. 14. A cette audience, le juge reçoit éventuellement parties intervenantes, sans autre formalité, ni retard, les tiers intéressés qui le demanderaient encore.

» Après avoir entendu les parties présentes et l'expert, le juge détermine à titre provisoire le montant des indemnités dues du chef de l'expropriation.

» Son jugement qui est rendu au plus tard dans les trente jours du dépôt du rapport n'est susceptible d'aucun recours. Une expédition en est adressée à l'expropriant dans les dix jours du prononcé.

» Art. 15. En vertu du jugement et sans qu'il soit besoin de le faire signifier, l'expropriant dépose à la Caisse des dépôts et consignations dans le mois du prononcé du jugement, le montant de l'indemnité provisoire qui excède celui de l'indemnité provisionnelle.

» Dans les dix jours qui suivent le dépôt, il adresse aux parties défenderesses ou reçues intervenantes, une copie :

- » 1° du jugement fixant le montant de l'indemnité provisoire;
- » 2° du certificat de dépôt à la Caisse des dépôts et consignations du supplément d'indemnité.

» A défaut, l'exproprié peut, en vertu du même jugement, exiger que l'expropriant suspende l'occupation de l'immeuble.

» Le retrait des sommes déposées à la Caisse des dépôts et consignations a lieu dans les conditions prévues aux alinéas 4 et 5 de l'article 9, sans que toutefois la production d'un nouveau certificat hypothécaire puisse être exigée.

» Art. 16. Les indemnités provisoires allouées par le juge deviennent définitives, si, dans les deux mois de la date de l'envoi des documents, prévu à l'article 15, alinéa 2, aucune des parties n'en a demandé la révision devant le tribunal de première instance.

» L'action en révision peut être également fondée sur l'irrégularité de l'expropriation. Elle est instruite par le tribunal conformément aux règles du Code de procédure civile.

» Art. 17. § 1^{er}. Lorsqu'à l'expiration d'un délai de quarante jours à dater du dépôt de la requête visée à l'article 3, l'expropriant n'a pas reçu les copies de l'état descriptif des lieux, il peut prendre possession de l'immeuble, nonobstant toute opposition qui lui serait signifiée, après avoir adressé aux parties défenderesses ou reçues intervenantes les copies certifiées conformes du jugement fixant le montant de l'indemnité provisionnelle et du certificat de dépôt de cette indemnité à la Caisse des dépôts et consignations, et après avoir établi un état descriptif des lieux.

» Art. 11. De onteigenaar neemt bezit van het onteigende goed nadat hij aan alle verwerende of als tussenkomend erkende partijen een gewaarmerkt afschrift heeft betekend van :

- » 1° het vonnis, dat het bedrag van de provisionele vergoeding bepaalt;
- » 2° het bewijs van storting van de provisionele vergoeding in de Deposito- en Consignatiekas;
- » 3° de plaatsbeschrijving.

» Zodra deze betekening is gedaan kan hij aan de rechter een bevelschrift van inbezitstelling van de onteigende goederen vragen; dat bevelschrift wordt door de rechter onverwijld aangebracht onderaan het origineel van het in het eerste lid bedoelde exploit van betekening.

» Art. 12. De krachtens artikel 4 door de rechter aangestelde deskundige dient ter griffie een verslag in dat de bereederende raming van de door hem voorgestelde vergoeding alsmede alle dienstige gegevens voor de vaststelling van die vergoeding bevat.

» Die indiening heeft plaats binnen dertig dagen na de verschijning van de partijen vóór de rechter. De rechter kan, indien hij het noodzakelijk acht, die termijn met dertig dagen verlengen. Tegelijk met zijn verslag dient de deskundige zoveel gewaarmerkte afschriften in als er partijen in het geding zijn.

» Art. 13. De rechter bepaalt dag en uur van de verschijning van de partijen en van de deskundigen op zijn terechtzitting.

» Ten minste acht dagen vóór de dag die voor die verschijning is bepaald, roept de griffier de partijen en de deskundige op. Bij de aan partijen gerichte oproeping wordt een afschrift van het verslag van de deskundige gevoegd.

» Art. 14. Op die terechtzitting erkent de rechter eventueel als tussenkomende partijen, zonder verdere procedure of vertraging, de derde belanghebbenden die er nog om mochten verzoeken.

» Na de aanwezige partijen en de deskundige te hebben gehoord, bepaalt de rechter voorlopig het bedrag van de vergoeding die voor de onteigening verschuldigd is.

» Zijn vonnis, dat uiterlijk dertig dagen na de indiening van het verslag wordt gewezen, is niet vatbaar voor beroep. Een uitgifte ervan wordt aan de onteigenaar gezonden binnen tien dagen na de uitspraak.

» Art. 15. krachtens het vonnis, en zonder dit te moeten doen betekenen, stort de onteigenaar, binnen een maand na de uitspraak van het vonnis, in de Deposito- en Consignatiekas het bedrag van de voorlopige vergoeding dat het bedrag van de provisionele vergoeding te boven gaat.

» Binnen tien dagen na die storting zendt hij aan de verwerende of als tussenkomend erkende partijen een afschrift van :

- » 1° het vonnis, dat het bedrag van de voorlopige vergoeding vaststelt;
- » 2° het bewijs van storting van de aanvullende vergoeding in de Deposito- en Consignatiekas.

» Bij gebreke daarvan kan de onteigende krachtens hetzelfde vonnis eisen dat de onteigenaar het gebruik van het onroerend goed schorst.

» De opvraging van de gestorte bedragen bij de Deposito- en Consignatiekas heeft plaats onder de voorwaarden bepaald in het 4e en het 5e lid van artikel 9, zonder dat evenwel overlegging van een nieuw getuigschrift van de hypotheekbewaarder kan worden geëist.

» Art. 16. De voorlopige vergoedingen die de rechter heeft toegekend, worden onherroepelijk, indien binnen twee maanden na de verzending van de in artikel 15, 2e lid, bedoelde stukken, geen van de partijen de herziening ervan heeft aangevraagd voor de rechtbank van eerste aanleg.

» De vordering tot herziening kan ook gegrond zijn op de onregelmatigheid van de onteigening. Zij wordt door de rechtbank behandeld overeenkomstig de regels van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

» Art. 17. § 1. Indien de onteigenaar veertig dagen na de indiening van het verzoekschrift bedoeld in artikel 3, de afschriften van de plaatsbeschrijving niet heeft ontvangen, kan hij het onteigende onroerend goed in bezit nemen, ondanks elk verzet dat hem betekend mocht zijn, na aan de verwerende of als tussenkomend erkende partijen de gewaarmerkte afschriften van het vonnis tot vaststelling van het bedrag van de provisionele vergoeding en van het getuigschrift van storting van die vergoeding in de Deposito- en Consignatiekas te hebben gezonden en een plaatsbeschrijving te hebben opgemaakt.

» L'état descriptif des lieux est établi après que les parties défenderesses ou reques intervenantes ont été, quatre jours francs au moins à l'avance, convoquées à assister aux jour et heure fixés dans la convocation, à l'établissement de cet état et averties qu'il y sera procédé tant en leur absence qu'en leur présence. Dans les mêmes conditions, l'administration communale est invitée à déléguer un de ses membres pour assister à l'établissement de l'état des lieux. Un exemplaire de l'état des lieux est remis à chacun des comparants et adressé aux défaillants.

» § 2. Lorsqu'à l'expiration du délai visé au § 1^{er}, l'expropriant n'a pas reçu l'expédition et les copies du jugement, il est autorisé à occuper l'immeuble en location après avoir établi un état descriptif des lieux conformément aux dispositions du § 1^{er}, alinéa 2.

» La location prend fin le premier jour du mois qui suit le prononcé du jugement fixant l'indemnité provisoire. Les indemnités dues pour location ou dommages sont déterminées à l'amiable; en cas de contestation, elles sont déferées au juge de paix.

» § 3. Dans l'un et l'autre cas, l'expropriant peut demander au juge une ordonnance d'envoi en possession; celle-ci est apposée par le juge, sur-le-champ, au bas d'un exemplaire de l'état descriptif des lieux.

» Art. 18. 1^o Les actions en résolution ou en revendication, de même que toutes autres actions réelles, ne peuvent arrêter l'expropriation, ni en empêcher l'effet; le droit des réclamants est transporté sur le prix et l'immeuble en est affranchi.

» 2^o Le créancier dont la dette est garantie par une hypothèque inscrite sur un immeuble exproprié, ne peut pour la seule cause de morcellement de son hypothèque ou de la division de son capital exiger le remboursement du surplus de sa créance.

» Art. 19. § 1^{er}. Lorsqu'en raison de la négligence des parties citées conformément à l'article 5, les tiers intéressés ne comparaissent pas devant le juge de paix avant le prononcé du jugement fixant l'indemnité provisoire, ces parties restent seules chargées envers eux des indemnités que ces derniers pourraient réclamer.

» § 2. L'expert est révoqué d'office par le juge, lorsqu'au moment de la prise de possession de l'immeuble par l'expropriant, conformément à l'article 17, § 1^{er}, il n'a pas déposé l'état descriptif des lieux et qu'un délai de vingt jours s'est écoulé depuis la comparution visée à l'article 4.

» Il peut être révoqué à la requête de la partie la plus diligente, lorsqu'il n'a pas, dans les délais impartis, déposé son rapport d'expertise.

» Ces dispositions sont applicables sans préjudice des dommages-intérêts dont l'expert serait tenu à l'égard des parties.

» Par le même jugement, le juge commet un nouvel expert aux fins d'établir le rapport d'expertise dans le délai prévu à l'article 12. L'expert entend les parties avant le dépôt de ce rapport.

» Art. 20. Tout envoi, notification ou convocation est faite par lettre recommandée à la poste.

» Si l'exproprié n'est pas domicilié dans le pays, toutes les citations et notifications sont valablement remises au bourgmestre de la commune de la situation des immeubles expropriés. Ce dernier agit avec diligence pour les faire parvenir aux destinataires.

» Art. 21. Les procédures judiciaires engagées, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, sous l'empire de l'arrêté-loi du 3 février 1947 relatif à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, sont poursuivies conformément à cet arrêté-loi.

Art. 6. L'article 2 de la loi du 9 août 1955 instituant un Fonds des routes 1955-1969 est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Le Fonds est chargé d'exécuter, pour le compte de l'Etat, les travaux de construction des autoroutes non concédées, d'aménagement et de modernisation des routes de l'Etat. Il procède au nom de l'Etat aux expropriations auxquelles ces travaux peuvent donner lieu et supporte les dépenses qui y sont afférentes.

» De plaatsbeschrijving wordt opgemaakt nadat de verwerende of als tussenkomend erkende partijen, ten minste vier vrije dagen vooraf opgeroepen zijn om, op dag en uur gesteld in de oproeping, bij de opmaking van die plaatsbeschrijving aanwezig te zijn en ervan op de hoogte gebracht zijn dat daartoe zal worden overgegaan zowel bij hun aanwezigheid als bij hun afwezigheid. Het gemeentebestuur wordt, onder dezelfde voorwaarden, verzocht een van zijn leden af te vaardigen om bij het opmaken van de plaatsbeschrijving aanwezig te zijn. Een exemplaar van de plaatsbeschrijving wordt aan ieder van de verschijnenden ter hand gesteld en toegezonden aan degenen die niet verschijnen.

» § 2. Indien de onteigenaar bij het verstrijken van de in § 1 gestelde termijn de uitgifte en de afschriften van het vonnis niet heeft ontvangen, is hij gerechtigd het goed in gebruik te nemen als huurder, na een plaatsbeschrijving te hebben opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van § 1, 2e lid.

» De huur loopt ten einde op de eerste dag van de maand die volgt op de uitspraak van het vonnis waarbij de voorlopige vergoeding wordt vastgesteld. De vergoedingen wegens huur of schade worden in der minne bepaald; in geval van betwisting wordt de zaak vóór de vrederechter gebracht.

» § 3. In beide gevallen kan de onteigenaar aan de rechter een bevelschrift tot inbezitstelling vragen; de rechter plaatst dit onmiddellijk onderaan een exemplaar van de plaatsbeschrijving.

» Art. 18. 1^o De vorderingen tot ontbinding of opeising, alsmede alle andere zakelijke vorderingen kunnen de onteigening niet tegenhouden noch de uitwerking ervan verhinderen; het recht van de eisers gaat over op de prijs en het goed wordt ervan ontheven.

» 2^o De schuldeiser wiens schuldvordering gewaarborgd is door een hypotheek op een onteigend onroerend goed, kan de terugbetaling van het overschot van zijn schuldvordering niet eisen uitsluitend wegens de splitsing van zijn hypotheek of de verdeling van zijn kapitaal.

» Art. 19. § 1. Wanneer de derde belanghebbenden, als gevolg van de nalatigheid van de overeenkomstig artikel 5 gedagvaarde partijen, niet vóór de vrederechter verschijnen vóór de uitspraak van het vonnis dat de voorlopige vergoeding bepaalt, zijn alleen die partijen tegenover hen aansprakelijk voor de vergoedingen die de laatstbedoelden mochten vorderen.

» § 2. De deskundige wordt ambtshalve ontslagen door de rechter, wanneer hij de plaatsbeschrijving niet heeft neergelegd op het ogenblik van de inbezitneming van het onroerend goed door de onteigenaar, overeenkomstig artikel 17, § 1, en een termijn van twintig dagen is verstreken sinds de verschijning, bedoeld in artikel 4.

» Hij kan worden ontslagen op verzoek van de meest gereede partij, wanneer hij zijn expertiseverslag niet heeft neergelegd binnen de gestelde termijn.

» Deze bepalingen zijn toepasselijk onverminderd de schadeloosstelling waartoe de deskundige tegenover de partijen gehouden mocht zijn.

» Bij hetzelfde vonnis stelt de rechter een nieuwe deskundige aan om het expertiseverslag op te maken binnen de termijn gesteld in artikel 12. De deskundige hoort de partijen alvorens dat verslag neer te leggen.

» Art. 20. Alle zendingen, betekeningen of oproepingen worden gedaan bij ter post aangetekende brief.

» Indien de onteigende zijn woonplaats niet in het land heeft, worden alle dagvaardingen en betekeningen op geldige wijze overhandigd aan de burgemeester van de gemeente waar de onteigende goederen gelegen zijn. Deze doet ze met bekwame spoed aan de geadresseerden toekomen.

» Art. 21. De gerechtelijke procedures die bij de inwerkingtreding van deze wet aan de gang zijn onder de beheersing van de besluitwet van 3 februari 1947 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, worden overeenkomstig die besluitwet voortgezet.

Art. 6. Artikel 2 van de wet van 9 augustus 1955 tot instelling van een Wegenfonds 1955-1969 wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. Het Fonds is ermee belast, voor rekening van de Staat, de werken tot aanleg van de niet geconcedeerde autowegen en tot verbetering en modernisering van de rijkswegen uit te voeren. Het verricht namens de Staat de onteigeningen waartoe deze werken aanleiding kunnen geven en neemt de hiermede verband houdende uitgaven te zijnen laste.

» Il peut également participer à des associations de droit public constituées conformément à l'article 2 de la loi relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 juillet 1962.

» Het mag insgelijks deelnemen aan publiekrechtelijke verenigingen, gesticht overeenkomstig artikel 2 van de wet betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van autosnelwegen. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 juli 1962.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Travaux publics,

Van Koningswege :
De Minister van Openbare Werken,

J. MERLOT

Le Ministre des Finances, | De Minister van Financiën,

A. DEQUAE

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :
De Minister van Justitie,

P. VERMEYLEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DE L'ENERGIE

27 JUILLET 1962. — Loi assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière (1).

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. En vue de permettre aux entreprises charbonnières de faire face aux suppléments de charges résultant des avantages attribués aux mineurs à la suite de la décision prise en date du 24 février 1962 par la Commission Nationale Mixte des Mines, il est établi, pour une durée n'excédant pas douze mois, à compter du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, les droits spéciaux suivants :

1^o un droit spécial, à charge des producteurs-distributeurs d'énergie électrique, fixé à onze dixièmes de centime par kilowatt-heure utile;

2^o un droit spécial de F 2,50 par hectolitre à 15^o centigrades, perçu lors de la mise en consommation des gasoils;

3^o un droit spécial de trente-cinq francs par tonne perçu lors de la mise en consommation des fueloils.

(1) Session 1961-1962.

Chambre des Représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n^o 413-1. — Rapport, n^o 413-2.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 19 juillet 1962.

Sénat.

Documents parlementaires. — Rapport, n^o 349.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 25 juillet 1962.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN EN ENERGIE

27 JULI 1962.

Wet houdende tijdelijke compensatie van bepaalde op de kolennijverheid drukkende lasten (1).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Ten einde de steenkolendelvende ondernemingen in staat te stellen het hoofd te bieden aan de extralasten, voortvloeiend uit de voordelen die aan de mijnwerkers werden verleend ten gevolge de op 24 februari 1962 door de Nationale Gemengde Myncommissie genomen beslissing, worden, voor een tijdsduur van niet langer dan twaalf maanden en met ingang van de dag waarop deze wet van kracht wordt, de volgende speciale rechten ingesteld :

1^o een speciaal recht, ten laste der producenten-verdelers van elektrische energie en vastgesteld op elf tienden centiem per nuttig kilowatt-uur;

2^o een speciaal recht van F 2,50 per hectoliter bij 15^o C, geheven bij het voor het verbruik beschikbaar komen van de gasolie;

3^o een speciaal recht van vijfendertig frank per ton, geheven bij het voor het verbruik geschikt komen van de stookolie.

(1) Zitting 1961-1962.

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 413-1. — Verslag, nr. 413-2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juli 1962.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, nr. 349.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 25 juli 1962.